- les documents du dossier de passation de marchés dans lesquels les contacts qui ont eu lieu entre le Parlement et les soumissionnaires ont été consignés conformément à l'article 160, paragraphe 4, du règlement délégué (UE) n° 1268/2012 de la Commission du 29 octobre 2012 relatif aux règles d'application du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 du Parlement Européen et du Conseil du 25 octobre 2012 relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union et abrogeant le règlement (CE, Euratom) n° 1605/2002 du Conseil;
- condamner la partie défenderesse aux dépens.

Moyens et principaux arguments

À l'appui du recours, les parties requérantes invoquent deux moyens.

1. Premier moyen tiré du non-respect des critères de sélection et plus précisément des critères relatifs à la capacité financière et économique ainsi qu'à la capacité technique et professionnelle.
2. Deuxième moyen tiré du non-respect des critères d'attribution. Les parties requérantes font valoir que, dans la mesure où il s'avère que, en comparant l'offre de l'attributaire du marché aux offres présentées par les autres soumissionnaires, celle-ci revêt un caractère anormalement bas, la partie défenderesse aurait dû rejeter l'offre et attribuer le marché aux parties requérantes.

Ordonnance du Tribunal du 17 avril 2015 — Microsoft/OHMI — Softkinetic Software (KINECT)

(Affaire T-536/13) ⁽¹⁾

(2015/C 205/56)

Langue de procédure: l'anglais

Le président de la deuxième chambre a ordonné la radiation de l'affaire.

⁽¹⁾ JO C 377 du 21.12.2013.

Ordonnance du Tribunal du 23 avril 2015 — Marzocchi Pompe/OHMI — Settima Meccanica (ELIKA)

(Affaire T-182/14) ⁽¹⁾

(2015/C 205/57)

Langue de procédure: l'italien

Le président de la deuxième chambre a ordonné la radiation de l'affaire.

⁽¹⁾ JO C 159 du 26.5.2014.

Ordonnance du Tribunal du 13 avril 2015 — noon Copenhagen/OHMI — Wurster Diamonds (noon)

(Affaire T-637/14) ⁽¹⁾

(2015/C 205/58)

Langue de procédure: l'anglais

Le président de la cinquième chambre a ordonné la radiation de l'affaire.

⁽¹⁾ JO C 361 du 13.10.2014.